



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.7

N° : 2024-10-48

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

Pour : 22
JM. GENESTIER
C. RATEAU
M. CHARNI
MT. CORDONNIER
D. GERVAIS
S. BEAUFREMEZ
A. SONRIER
M. BARRIERE
M. LAMBLIN
G. MINELLI
N. REDON
S. EGOUNLETI
T. VAUTRIN
S. CAUDRON (Pvr S. BEAUFREMEZ)
J. PAIGNON
O. BELLATON
M. ROUBY
B. CACACE
D. BELOT
PM. SALLE
C. RAOULT
S. LADISA (Pvr C. RAOULT)

Abstention : 10
N. RIBEMONT
A. ACOCA
P. BIZOUERNE
N. CUADRADO
P. DJOSSOUVI
M. NUGUES
D. PEREIRA (Pvr L. TCHARLAIAN)
N. RONDEPIERRE
N. SULPIS
L. TCHARLAIAN

Contre : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

ADMISSIONS EN NON VALEUR ET CREANCES DOUTEUSES

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La mission de recouvrement des recettes des collectivités locales émises par l'ordonnateur sous la forme de titres de recettes exécutoires, est de la compétence exclusive du Comptable public. Ainsi, il est tenu de faire toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des recettes locales.

Procédure de réimpression des titres de recettes
093-219300621-20241028-2024-10-48-DE
Maire de Raincy, le 18 octobre 2024

Lorsqu'une créance lui apparaît irrécouvrable à l'issue des moyens mis en œuvre pour son recouvrement, le Comptable sollicite la Commune sur le caractère irrécouvrable de la créance.

Le Comptable public de la Ville du Raincy a transmis les états de produits communaux afférents aux années 2017 à 2022 qui n'ont pas pu être recouvrés malgré la mise en œuvre de tous les moyens de recherche dont il dispose.

Le budget de la Ville du Raincy devra ainsi prendre en charge une créance éteinte de 100 € et admettre en non-valeur une somme de 389,15 €. Ainsi, le total des montants irrécouvrables s'élève à 489,15 € au titre du Budget 2024.

Le Comptable continuera ses poursuites car l'admission de ces créances en non-valeur ne signifie pas l'abandon du recouvrement, mais simplement leur régularisation comptable.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2343-1,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au 1^{er} janvier 2021,

VU l'avis de la Commission Vie municipale du 9 octobre 2024,

CONSIDERANT les états des produits irrécouvrables, dressés par le Comptable public assignataire de la Ville du Raincy et imputés sur l'exercice 2024 du Budget de la Ville,

CONSIDERANT que le Comptable public a apporté les éléments prouvant à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas obtenir le recouvrement des créances,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE DE :

ARTICLE 1 : ACCEPTER l'admission en non-valeur des produits communaux selon l'état fourni par le Comptable pour un montant total de 389,15 € et en créances douteuses pour un montant de 100 €,

ARTICLE 2 : DIRE que les crédits sont prévus au Budget communal 2024 au chapitre 65.

ARTICLE 3 : DIRE qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant hors de France disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
0937193500624-20241029/20241048
Tribunal Administratif de Paris